



"Les citoyens du" Nord "croient qu'ils" paient "pour les erreurs des autres, tandis que les citoyens du" Sud "croient que leurs économies sont pillées par l'austérité." explique Léo Hoffmann-Axthelm

LES RÉFORMES DE LA ZONE EURO DOIVENT SE CONCENTRER SUR LES INSTITUTIONS ET LEUR LÉGITIMITÉ DÉMOCRATIQUE

par Leo Hoffmann-Axthelm

Les propositions de la Commission visant à approfondir l'Union économique et monétaire ont été qualifiées de « coup de pouce au pouvoir », mais elles pourraient rétablir l'équilibre dans un domaine jusqu'ici dominé par les plus grands pays de l'UE.

La seule chose sur laquelle tout le monde peut s'entendre, c'est que la zone euro a besoin de réformes. La réponse à la crise de 2010-2012 a dû être organisée ad hoc, lors de sommets se terminant

souvent à l'aube, sous la pression constante de la réouverture, le lundi matin, des marchés.

Ces réformes n'ont pas résolu la crise, mais elles étaient tout ce que les États membres de l'UE pouvaient accepter. Le

calme n'est revenu que lorsque la Banque centrale européenne (BCE) a comblé le vide, étirant son mandat pour gagner plus de temps en faisant « tout ce qu'il faut » pour sauver l'euro. Néanmoins, à ce jour, personne ne sait vraiment comment l'Italie

réglera sa dette une fois la politique monétaire revenue à la normale.

Le moment est venu de poursuivre les réformes, suite aux propositions formelles présentées par la Commission européenne le 6 décembre dernier. A cette date

#DeepeningEMU
 « Un réseau de surveillance de la zone euro a été mis en place pour promouvoir une #Eurozone plus démocratique »
 @leo_axt



l'Allemagne n'a peut-être pas de gouvernement, mais la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Macron se sont engagés à présenter une vision commune de la réforme de la zone euro d'ici mars.

Les propositions de la Commission ont été principalement critiquées en tant que « prise de pouvoir », ou parce que Bruxelles se préoccupait uniquement d'elle-même. Bien que vrai à la surface, ces deux critiques manquent leur cible.

La réponse de l'UE à la crise financière

La réponse à la crise a été si considérable qu'elle allait au-delà de ce qui était possible dans le cadre des traités de l'UE. Cela a rendu nécessaires des solutions « intergouvernementales », c'est-à-dire que les États membres ont agité entre eux, ne déléguant que certaines tâches à la Commission. Travailler en dehors des traités prévient et empêche de nombreux mécanismes qui assurent une responsabilité démocratique, l'efficacité et l'intégrité. Il exclut des organes tels que le Parlement européen, l'Office de lutte antifraude, la Cour des comptes et le Médiateur

européen, pour n'en nommer que quelques-uns, réduisant ainsi le contrôle démocratique direct et les contrôles sur la corruption ou le gaspillage de l'argent des contribuables qui serait autrement devenu une routine établie.

Lorsque la Cour des comptes a été en mesure d'évaluer indirectement les programmes de sauvetage de l'UE par exemple, des recommandations ont été jugées nécessaires. Les résultats, n'ont pas toujours été optimaux. Le recours à des dispositifs intergouvernementaux a donc permis à une structure informelle composée de ministres des finances de la zone euro. Conçu essentiellement comme un forum de discussion pour la coordination des politiques économiques, l'Eurogroupe s'est soudainement retrouvé dans la position d'avoir à micro-gérer les renflouements et à imposer des amendes aux pays qui ne tiennent pas compte des règles budgétaires. En rendant les différents ministres des finances responsables des décisions de l'Eurogroupe dans son ensemble, la responsabilité de l'Eurogroupe a été fragmentée, ce qui a limité le contrôle des parlements nationaux dans la pratique.

Au mieux, cela conduit à des accords de consensus via la pression des pairs. Au pire (comprendre : lorsque de grosses sommes d'argent sont en jeu), cela mène à des sommets tardifs, où les ministres ont la main forcée derrière les portes closes de l'Eurogroupe.

Cela contraste fortement avec les méthodes de travail traditionnelles de l'UE. Dès le premier jour, l'UE a mis au point des moyens de protéger les petits pays des

grands États membres en les aidant à défendre leurs intérêts nationaux. Cela a été fait grâce à une autorité centrale forte chargée de défendre les intérêts de l'Europe dans son ensemble. La Commission a centré son discours sur les nouvelles propositions de réforme autour d'une légitimité démocratique accrue. Mais c'est plus qu'une stratégie pour sortir les États membres de leur zone de confort. Pour améliorer les résultats des politiques, les réformes de la zone euro doivent aborder la manière dont les décisions sont prises à Bruxelles. Si les responsabilités budgétaires doivent rester au niveau national, cela ne signifie pas que nous n'avons pas besoin de rendre compte de la coordination de ces politiques au niveau de l'UE, surtout si certaines décisions sont effectivement (mais informellement) prises à ce niveau.

Mise en place du réseau de surveillance de la zone euro

Tout le monde est d'accord pour dire que la responsabilisation est une bonne chose, mais ce que cela signifie dans la pratique est généralement vague ou négociable. C'est pourquoi Transparency International UE vient de lancer un réseau de surveillance sur la gouvernance de la zone euro avec 18 organisations, sur la base d'un manifeste pour un euro transparent, responsable et démocratique. Au fur et à mesure que les négociations avancent, nous cherchons à définir clairement les mécanismes juridiques appropriés pour garantir la reddition de comptes, et insistons sur des réformes qui rendront la monnaie unique plus démocratique.

Transparency International appelle les États membres à aligner la gouvernance de la zone euro sur l'acquis communautaire. Un rôle plus clair pour les institutions de l'UE, et même la création d'un ministre des finances de l'UE, tient la promesse de clarifier qui est responsable et comment ils peuvent être tenus pour responsables.

Les citoyens du « Nord » croient qu'ils « paient » pour les erreurs des autres, tandis que les citoyens du « Sud » croient que leurs économies sont vandalisées par l'austérité. À moyen terme, cela n'est pas durable.

Ayant survécu au défi financier de l'euro, les partis anti-establishment peuvent encore créer un défi politique encore plus dangereux. Il est vraiment temps de réparer le toit pendant que le soleil brille ...



> AUTEUR

Leo Hoffmann-Axthelm coordonne le programme de Transparency International UE sur la transparence et la responsabilité démocratique des institutions de gouvernance économique de l'UE. Avant de rejoindre Transparency International, il a travaillé pour la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne.